

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/201246]

26 FEVRIER 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution dudit décret

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, les articles 3, § 9, 4, alinéa 3, 5, § 3, alinéa 2, 6, 7, 8, 9, § 1^{er}, 16, et 19;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 décembre 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 janvier 2015;

Vu le rapport du 15 décembre 2014 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n^o 57.028/2 du Conseil d'Etat, donné le 11 février 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le Règlement (UE) n^o 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité;

Considérant qu'en vertu de l'article 3, § 9, du décret du 11 mars 2004 précité, le Gouvernement wallon entend utiliser l'habilitation spéciale qui lui est conférée pour (voir les articles 1^{er} et 2 du présent arrêté) adapter le décret en vue d'en assurer la conformité aux règles communautaires adoptées au titre des dispositions prévues aux articles 107 à 109 du traité;

Considérant qu'en vertu de l'article 4, alinéa 3, du décret du 11 mars 2004 précité, le Gouvernement entend utiliser l'habilitation spéciale qui lui est conférée pour (voir l'article 6 du présent arrêté), eu égard aux principes et objectifs du développement durable, préciser de manière fine les secteurs ou parties de secteurs exclus, visés à l'article 4 du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises afin de ne pas nuire aux intérêts d'entreprises comprises dans certains sous-secteurs que le Gouvernement reconnaît comme essentiels pour le développement de la Région;

Considérant qu'en vertu de l'article 5, § 3, alinéa 2, du décret du 11 mars 2004 précité, le Gouvernement entend utiliser l'habilitation spéciale qui lui est conférée pour (voir l'article 7 du présent arrêté) déterminer les investissements exclus en tenant compte des objectifs qui sont liés aux effets que les programmes d'investissements ont sur chacune des composantes du développement durable;

Qu'en effet, l'obligation pour les entreprises d'assurer un minimum de financement des programmes peut s'expliquer, au travers des trois composantes du développement durable par le souci de responsabiliser les entreprises dans la mise en œuvre de leurs projets et par les principes généraux liés aux cumuls de subventions publiques;

Qu'en effet, l'obligation pour les entreprises d'être dans une situation financière saine peut s'expliquer également au travers des trois composantes du développement durable par la poursuite par le Gouvernement des objectifs liés au principe supérieur d'utilisation des deniers publics de manière efficiente;

Considérant que le Gouvernement peut exclure certains investissements qui ne correspondent pas aux objectifs de prise en considération équilibrée des composantes du développement durable, des règles européennes en la matière, de rattachement à des ressorts territoriaux considérés comme zones de développement et de maintien de ceux-ci en vue d'assurer la consolidation ou la création d'emploi;

Considérant qu'il est fondamental d'assurer, après le 30 juin 2014, la continuité dans l'octroi des aides à l'investissement et de conférer une base légale aux demandes d'aides introduites dès le 1^{er} juillet 2014 afin de garantir ainsi la sécurité juridique;

Qu'en l'absence de pareille base légale, il y aurait lieu de considérer que toutes les demandes introduites à partir 1^{er} juillet 2014 jusqu'à l'entrée en vigueur des arrêtés du Gouvernement wallon transposant le règlement européen précité devraient être réintroduites;

Que le principe de l'effet incitatif, consacré par l'article 6 du Règlement (n^o 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 précité, doit s'apprécier à la date d'introduction de la demande d'aide;

Que dès lors si ces demandes devaient s'avérer dépourvues de base légale, l'effet incitatif ne pourrait plus, le cas échéant, être justifié par les entreprises demanderesse dès lors qu'elles seraient contraintes de réintroduire une demande à la suite de l'adoption ultérieure de l'arrêté leur conférant une base légale;

Qu'une demande d'aide n'implique en aucun cas de droit acquis à l'aide;

Que la nouvelle carte des aides à finalité régionale 2014-2020 s'inscrit dans la prolongation de la carte 2007-2013, la sélection des communes éligibles ayant été opérée au départ des zones actuellement couvertes et que la politique d'aides à finalité régionale est une des lignes de force du Plan Marshall 2022, de telle sorte que la cohérence entre ces différentes politiques a été prise en considération;

Qu'une suspension du régime d'aide à finalité régionale serait préjudiciable à la réalisation des objectifs de ces politiques et que, dès lors, toutes les mesures visant à éviter cette suspension doivent être mises en œuvre;

Que, au vu de ce qui précède, il importe que la réglementation wallonne rétroagisse au 1^{er} juillet 2014;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2015 déterminant les zones de développement dans le respect de l'article 107, § 3, points c, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et les plafonds d'aides fixés conformément aux lignes directrices concernant les aides à finalité régionale pour la période 2014-2020;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications du décret du 11 mars 2004
relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises*

Article 1^{er}. A l'article 3 du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 avril 2005 et 12 décembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 3, les mots « l'annexe Ire du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie), ci-après dénommée l'annexe Ire du Règlement (CE) n° 800/2008 », sont remplacés par les mots « l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, ci-après dénommée, « l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 » »;

2° dans le paragraphe 5, les mots « l'annexe Ire du Règlement (CE) n° 800/2008 », sont remplacés par les mots « l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 ».

Art. 2. Dans l'article 13, alinéa 3, du même décret, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2008, les mots « l'annexe Ire du Règlement (CE) n° 800/2008 », sont remplacés par les mots « l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 ».

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004
portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises*

Art. 3. Dans l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 avril 2005, 27 avril 2006, 6 décembre 2006 et 17 janvier 2008, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 4°, les mots « l'annexe Ire du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie); J.O.U.E. L 214/3 du 9 août 2008 », sont remplacés par les mots « l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, ci-après dénommée, « l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 » »;

b) dans le 5° les mots « l'annexe Ire du Règlement (CE) n° 800/2008 de la commission du 6 août 2008 précité », sont remplacés par les mots « l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 »;

c) les 14°, 15°, 16° et 17° sont remplacés par ce qui suit :

« 14° l' « Administration » : la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie;

15° le « fonctionnaire délégué » : l'un des fonctionnaires visés à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie en tenant compte des règles en matière d'absence ou d'empêchement visés aux articles 4 et 5 dudit arrêté;

16° les « zones de développement » : les zones de développement visées à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2015 déterminant les zones de développement dans le respect de l'article 107, § 3, point c, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et les plafonds d'aides fixés conformément aux lignes directrices concernant les aides à finalité régionale pour la période 2014-2020;

17° le « Code NACE-BEL » : la nomenclature d'activités économiques élaborée par l'Institut national des Statistiques (NACE-BEL 2008) dans un cadre européen harmonisé, imposé par le règlement (CEE) n° 3037/90 du 9 octobre 1990 du Conseil relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, modifié par le Règlement (CEE) n° 761/93 de la Commission du 24 mars 1993, le Règlement (CE) n° 29/2002 du 19 décembre 2001, le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement européen et du Conseil du 29 septembre 2003 et le Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006; »;

d) le 23° est remplacé par ce qui suit :

« 23° le « début des travaux » : soit le début des travaux de construction liés à l'investissement, soit le premier engagement juridiquement contraignant de commande d'équipement ou tout autre engagement rendant l'investissement irréversible, selon l'événement qui se produit en premier; »;

e) l'alinéa est complété par le 27° rédigé comme suit :

« 27° l'« activité identique ou similaire » : toute activité relevant de la même catégorie (Code à quatre chiffres) du Code NACE-BEL. ».

Art. 4. A l'article 1^{er}bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 et modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 12 décembre 2008 et 30 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « au Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie); J.O.U.E. L 214/3 du 9 août 2008 », sont remplacés par les mots « au Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, ci-après dénommé, « Règlement (UE) n° 651/2014 » »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Ils sont octroyés conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2015 déterminant les zones de développement dans le respect de l'article 107, § 3, point c), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et les plafonds d'aides fixés conformément aux lignes directrices concernant les aides à finalité régionale pour la période 2014-2020. ».

Art. 5. Dans l'article 3 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 avril 2005 et 27 avril 2006, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° le « siège d'exploitation » : l'unité d'établissement telle que visée à l'article 2, 6°, de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions; »;

b) le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° la « personne morale de droit public » : la personne morale qui remplit les cinq critères suivants :

a) être créée ou agréée par les pouvoirs publics;

b) être chargée d'un service public;

c) ne pas faire partie du pouvoir judiciaire ou législatif;

d) être contrôlée ou déterminée dans son fonctionnement par les pouvoirs publics;

e) pouvoir prendre des décisions obligatoires à l'égard des tiers. »;

c) le 10° est remplacé par ce qui suit :

« 10° les « institutions universitaires » : les institutions visées à l'article 10 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et les centres de recherche visés à l'article 10 du décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie. ».

Art. 6. L'article 4 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. L'entreprise et le programme d'investissements afférents aux domaines d'activités exclus du bénéfice de la prime en vertu de l'article 4 du décret sont précisés par rapport aux secteurs ou parties de secteurs repris aux divisions, classes et sous-classes suivantes :

1° 01.1 à 01.5 du Code NACE-BEL, sauf si les investissements portent sur des domaines d'activités relatifs à la transformation et la commercialisation de produits agricoles et n'ayant pas accès aux aides régionales à l'agriculture;

2° 05.100 à 06.200 du Code NACE-BEL;

3° 07.210 du Code NACE-BEL;

4° 08.920 du Code NACE-BEL;

5° 09.100 du Code NACE-BEL;

6° 09.900 du Code NACE-BEL pour les services de soutien exécutés pour le compte de tiers liés à l'extraction de houille et de lignite;

7° 19.200 du Code NACE-BEL pour la fabrication de briquettes de tourbe et la fabrication de briquettes de houille et de lignite;

8° 20.130 du Code NACE-BEL pour l'enrichissement de minerais d'uranium et de thorium;

9° 24.46 du Code NACE-BEL;

10° 35 à 36 du Code NACE-BEL;

11° 38.12 du Code NACE-BEL pour la collecte de déchets nucléaires;

12° 38.222 du Code NACE-BEL pour le traitement, l'élimination et le stockage de déchets radioactifs nucléaires sauf s'il s'agit de traitement et d'élimination de déchets radioactifs transitoires des hôpitaux, c'est-à-dire qui se dégraderont au cours du transport;

13° 41.1 et les activités immobilières reprises au Code 42 du Code NACE-BEL;

14° 45.11 à 45.40, à l'exception des sous-classes 45.204 et 45.206 du Code NACE-BEL et à l'exception des investissements affectés par ces entreprises aux activités de production et de transformation;

15° 46.11 à 46.19 du Code NACE-BEL;

16° 47 du Code NACE-BEL;

17° 49.10 à 49.41 du Code NACE-BEL;

18° 50.10 à 51.22 du Code NACE-BEL;

19° 52.21 du Code NACE-BEL pour l'exploitation d'aires de stationnement, de parcs à voitures ou à vélos;

20° 53.10 du Code NACE-BEL

21° 55 à 56.3, à l'exception des classes 55.10 et 56.29 et de la sous-classe 55.202 du Code NACE-BEL;

22° 59, à l'exception des classes 59.11, 59.12, et des sous-classes 59.202, 59.203 et 59.209 du Code NACE-BEL;

23° 60 du Code NACE-BEL;

24° 63.9 du Code NACE-BEL;

25° 64 à 68 du Code NACE-BEL;

26° 69 du Code NACE-BEL;

27° 71.11 du Code NACE-BEL;

28° 71.122 du Code NACE-BEL;

29° 74.202 du Code NACE-BEL;

30° 75 du Code NACE-BEL;

31° 77 du Code NACE-BEL;

32° 79 du Code NACE-BEL;

33° 81.100 du Code NACE-BEL;

34° 85 à 88 du Code NACE-BEL, ainsi que les activités qui consistent en la délivrance de cours de formation;

35° 90 à 93, à l'exception des sous-classes 91.041, 91.042 et 93.212 du Code NACE-BEL ainsi que des exploitations de curiosités touristiques;

36° 94 à 98, à l'exception de la sous-classe 96.011 du Code NACE-BEL;

37° les exploitations agricoles et les sociétés coopératives de transformation et de commercialisation ayant accès aux aides à l'agriculture;

38° le secteur de la sidérurgie tel que défini à l'article 2, point 43 du Règlement (UE) 651/2014;

39° le secteur des fibres synthétiques tel que défini à l'article 2, point 44 du Règlement (UE) 651/2014;

40° le secteur de la construction navale.

Le Ministre peut préciser le contenu des divisions, classes ou sous-classes exclus ainsi que les notions visées à l'alinéa 1^{er}.

La référence au Code NACE-BEL constitue une présomption d'appartenance de l'entreprise ou de son programme d'investissements aux domaines d'activités. L'entreprise peut établir que le Code NACE-BEL qui lui est attribué ne correspond pas à son domaine d'activités ou au programme d'investissements projeté et qu'elle a effectué auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises des démarches en vue de se voir attribuer un ou plusieurs autres Codes. ».

Art. 7. Dans l'article 5, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié et complété par les arrêtés du Gouvernement wallon des 9 février 2006, 27 avril 2006, 6 décembre 2006 et 12 décembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

a) les 1°, 2° et 3° sont remplacés par ce qui suit :

« 1° attester par une déclaration sur l'honneur du responsable de l'entreprise que l'entreprise respecte la condition visée à l'article 15 du décret; l'entreprise pouvant, le cas échéant, être invitée par l'Administration à produire les documents et preuves nécessaires lorsque le dossier est reconnu éligible au terme de la réglementation;

2° attester par une déclaration sur l'honneur du responsable de l'entreprise que l'entreprise assure un minimum de vingt-cinq pourcent du financement du programme d'investissements sans faire l'objet d'aucun soutien public; l'entreprise pouvant, le cas échéant, être invitée par l'Administration à produire les documents et preuves nécessaires lorsque le dossier est reconnu éligible au terme de la réglementation;

3° ne pas être une entreprise en difficulté au sens de l'article 2, point 18, du Règlement (UE) n° 651/2014; »;

b) au 4°, les mots « marché commun. » sont remplacés par les mots « marché intérieur; »;

c) l'alinéa est complété par les 5° et 6° rédigés comme suit :

« 5° introduire une demande de prime avant le début des travaux liés au programme d'investissement selon les modalités visées à l'article 11;

6° ne pas avoir cessé une activité identique ou similaire dans l'espace économique européen dans les deux ans qui précèdent la demande de prime ou, au moment de l'introduction de la demande de prime, ne pas envisager concrètement de cesser une telle activité dans les deux ans suivant l'achèvement du programme d'investissement. ».

Art. 8. A l'article 6 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 9 février 2006, 27 avril 2006 et 17 janvier 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° la phrase liminaire du paragraphe 1^{er} est complétée par les mots « porté en immobilisé »;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, alinéa 2, le chiffre « 1° » est remplacé par la lettre « a »;

3° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, alinéa 2, le chiffre « 2° » est remplacé par la lettre « b »;

4° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est inséré le 2°/1, rédigé comme suit :

« 2°/1 excédant d'au moins 200 % de la valeur comptable des actifs réutilisés telle qu'enregistrée au cours de l'exercice précédent le début des travaux, s'il s'agit de la diversification des activités de l'entreprise; »;

5° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2 les mots « , être exploités exclusivement dans l'entreprise, » sont insérés entre les mots « l'entreprise » et les mots « et faire l'objet »;

6° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2°, d), les mots « à la division 45 » sont remplacés par les mots « à la division 43 et aux classes 41.20 à 42.99 »;

7° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2°, g), les mots « aux classes 60.10 à 63.40 » sont remplacés par les mots « aux classes 49.10 à 52.29 »;

8° le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2°, est complété par les p) et q), rédigés comme suit :

« p) aux infrastructures liées aux activités du secteur de transport défini à l'article 2, point 45, du Règlement n° 651/2014;

q) à l'achat de terrain réalisé avant la demande de prime visée à l'article 8, alinéa 1^{er}, et 2. ».

Art. 9. A l'article 7 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 9 février 2006, 27 avril 2006 et 20 février 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 5, le 2° est abrogé;

2° l'article est complété par un paragraphe 6 rédigé comme suit :

« § 6. Dans le cas d'achat de bâtiment ayant fait l'objet d'une prime antérieure, le montant de la prime est calculé conformément aux articles 8, § 2, 9, § 2 et 10, § 2. ».

Art. 10. L'article 11, du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 9 février 2006, 12 décembre 2008 et 20 février 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. L'entreprise introduit une demande de prime auprès de l'Administration avant le début des travaux liés au programme d'investissement.

La demande de prime, dont le modèle est déterminé par l'Administration, contient, au moins, les informations suivantes :

1° le nom et la taille de l'entreprise;

2° une description du programme d'investissement, en ce compris ses dates de début et de fin;

3° la localisation du programme d'investissement;

4° la liste des coûts du programme d'investissement;

5° le type d'aide et le montant du financement public nécessaire pour réaliser le programme d'investissement.

L'Administration accuse réception de la demande de prime dans les quinze jours de la réception de la demande et fixe la date de prise en considération du programme d'investissements qui correspond à la date d'envoi de la demande.

Dans un délai de six mois à compter de la date de l'accusé de réception visée à l'alinéa 3, l'entreprise introduit auprès de l'Administration un dossier sur base d'un formulaire type que l'Administration détermine.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut, sur demande préalable de l'entreprise et pour des raisons dûment justifiées, augmenter le délai visé à l'alinéa 4.

Dans le cas où le Ministre estime que l'Administration peut obtenir auprès des sources authentiques les données nécessaires à l'examen de la demande, l'entreprise est dispensée de les transmettre à l'Administration. ».

Art. 11. Dans l'article 12 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 9 février 2006, 6 décembre 2007 et 20 février 2014, les alinéas 3 et 4 sont abrogés.

Art. 12. Dans l'article 14, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « alinéa 3 ».

Art. 13. Dans l'article 15 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 6 décembre 2007, les mots « l'article 11, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « l'article 11, alinéa 4 ».

Art. 14. A l'article 15^{ter} du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2008, les mots « marché commun » sont remplacés par les mots « marché intérieur ».

Art. 15. A l'article 17 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 9 février 2006, 27 avril 2006, 6 décembre 2007 et 30 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase liminaire du paragraphe 1^{er}, de l'alinéa 1^{er}, les mots « alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « alinéa 3 »;

2° dans la phrase liminaire du paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « alinéa 3 ».

Art. 16. A l'article 20, du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 9 février 2006, 6 décembre 2007 et 12 décembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides de minimis » sont remplacés par les mots « Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis; »;

b) à l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots « à l'article 4, 1°, 8°, 10° à 12° » sont remplacés par les mots « à l'article 4, 1° à 4°, 9° à 13°, 22°, 24°, 25°, 29°, 30°, 33° à 35° ».

Art. 17. A l'article 27 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 9 février 2006, 12 décembre 2008 et 30 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la phrase liminaire, les mots « Règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides de minimis » sont remplacés par les mots « Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis; »;

b) à l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots « à l'article 4, 1°, 8°, 10° à 12° et 15° » sont remplacés par les mots « à l'article 4, 1° à 4°, 9° à 13°, 22°, 24° à 30° et 33° à 35° ».

Art. 18. Dans l'article 34 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 6 décembre 2007 et 12 décembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 2° les mots « à l'article 4, 1°, 8°, 10° à 12° et 15° » sont remplacés par les mots « à l'article 4, 1° à 4°, 9° à 13°, 22°, 24° à 30° et 33° à 35° »;

b) l'alinéa est complété par le 5° rédigé comme suit :

« 5° qui a introduit une demande de prime aux services de conseil avant le début de la réalisation des missions de conseils; »;

c) l'alinéa 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les dépenses admissibles sont des coûts pour des services de conseils extérieurs et celles-ci ne sont pas des dépenses de fonctionnement normales de l'entreprise. ».

Art. 19. Les articles 39bis à 39quinquies du même arrêté insérés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 sont abrogés.

Art. 20. L'article 19 n'est pas applicable aux décisions prises avant le 1^{er} janvier 2014.

Art. 20. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2014 excepté l'article 17, a), qui produit ses effets le 1^{er} janvier 2014.

Art. 21. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 février 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-C. MARCOURT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/201246]

26. FEBRUAR 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung dieses Dekrets

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, Artikel 3 § 9, Artikel 4 Abs. 3, Artikel 5 § 3 Abs. 2, Artikel 6, Artikel 7, Artikel 8, Artikel 9 § 1, Artikel 16 und Artikel 19;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

Aufgrund des am 15. Dezember 2014 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 22. Januar 2015 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des gemäß Artikel 3, 2° des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts;

Aufgrund des am 11. Februar 2015 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 57.028/2;

In Erwägung der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung aufgrund von Artikel 3, § 9 des vorerwähnten Dekrets vom 11. März 2004 vorhat, von der ihr anvertrauten Sonderermächtigung Gebrauch zu machen, um (siehe Artikel 1 und 2 des vorliegenden Erlasses) das Dekret im Hinblick auf die Übereinstimmung mit den kraft der in Artikel 107 bis 109 des Vertrags vorgesehenen Bestimmungen an die gemeinschaftlichen Regeln anzupassen;

In der Erwägung, dass die Regierung aufgrund von Artikel 4, Absatz 3 des vorerwähnten Dekrets vom 11. März 2004 vorhat, von der ihr anvertrauten Sonderermächtigung Gebrauch zu machen, um (siehe Artikel 6 des vorliegenden Erlasses) in Anbetracht der Grundsätze und Ziele der nachhaltigen Entwicklung die in Artikel 4 des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, erwähnten ausgeschlossenen Bereiche oder Teilbereiche genau festzulegen, damit den Betrieben, die bestimmten, von der Regierung für die regionale Entwicklung als wesentlich erachteten Unterbereichen angehören, nicht geschadet wird;

In der Erwägung, dass die Regierung aufgrund von Artikel 5, § 3, Absatz 2 des vorgenannten Dekrets vom 11. März 2004 vorhat, von der ihr anvertrauten Sonderermächtigung Gebrauch zu machen, um (siehe Artikel 7 des vorliegenden Erlasses) zu bestimmen, welche Investitionen ausgeschlossen werden, dies unter Berücksichtigung der Ziele, die an die Auswirkungen der Investitionsprogramme auf jede der Komponenten der nachhaltigen Entwicklung gebunden sind;

In Erwägung der Tatsache, dass die Verpflichtung für die Betriebe, einen Mindestbeitrag zur Finanzierung der Programme zu leisten, auf das Bestreben nach einer Einbeziehung der Betriebe in die Verantwortung bei der Umsetzung ihrer Projekte sowie auf die allgemeinen Grundsätze in Zusammenhang mit dem gleichzeitigen Bezug mehrerer öffentlichen Zuschüsse zurückzuführen ist, und dies für alle drei Komponenten der nachhaltigen Entwicklung;

In Erwägung der Tatsache, dass die Verpflichtung für die Betriebe, eine gesunde Finanzlage aufzuweisen, in der Tat für alle drei Komponenten der nachhaltigen Entwicklung daher erklärt werden kann, dass die Regierung Ziele verfolgt, die dem oberen Grundsatz einer zweckmäßigen Benutzung der öffentlichen Gelder unterliegen;

In Erwägung der Tatsache, dass die Regierung befugt ist, bestimmte Investitionen auszuschließen, die der Zielsetzung einer ausgeglichenen Berücksichtigung der Komponenten der nachhaltigen Entwicklung, der einschlägigen europäischen Regeln, der Bindung an geographische Gebiete, die als Entwicklungsgebiete betrachtet werden, und der Erhaltung der Investitionen zur Konsolidierung oder Schaffung von Arbeitsplätzen in diesen Gebieten nicht entsprechen;

In der Erwägung, dass es von wesentlicher Bedeutung ist, die Kontinuität bei der Gewährung der Investitionsbeihilfen nach dem 30. Juni 2014 zu gewährleisten und die ab dem 1. Juli 2014 eingereichten Anträge auf Beihilfen gesetzlich abzusichern, um somit die Rechtssicherheit zu garantieren;

Dass ohne eine derartige Rechtsgrundlage davon ausgegangen werden müsste, dass alle ab dem 1. Juli 2014 und bis zum Inkrafttreten der Erlasse der Wallonischen Regierung zur Umsetzung der vorerwähnten europäischen Verordnung eingereichten Anträge neu eingereicht werden müssten;

Dass der durch Artikel 6 der vorgenannten Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 verankerte Grundsatz des Anreizeffektes am Einreichdatum des Beihilfeantrags zu beurteilen ist;

Dass demnach, falls sich erweisen sollte, dass diese Anträge keine gesetzliche Grundlage haben, die Anreizwirkung gegebenenfalls nicht mehr von den antragstellenden Unternehmen gerechtfertigt werden kann, insofern diese gezwungen wären, infolge der späteren Verabschiedung des Erlasses, der den Anträgen eine gesetzliche Grundlage verleiht, einen neuen Antrag einzureichen;

Dass ein Antrag auf Beihilfe keinesfalls ein zugesichertes Anrecht auf Beihilfe bedeutet;

In der Erwägung, dass die neue Karte der staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung 2014-2020 sich als Fortsetzung der Karte 2007-2013 versteht, wobei die Auswahl der zulässigen Gemeinden ab den zur Zeit gedeckten Gebieten stattgefunden hat und die Politik der Beihilfen mit regionaler Zielsetzung eine der vorrangigen Achsen des Marshall 2022-Plans bildet, so dass die Kohärenz zwischen diesen Maßnahmenpaketen berücksichtigt werden muss;

Dass eine Aussetzung der Beihilferegelung zu regionalen Zwecken der Durchführung der Ziele dieser politischen Maßnahmen schaden würde und dass demnach alle Maßnahmen zur Vermeidung dieser Aussetzung eingesetzt werden müssen;

Dass es angesichts der vorerwähnten Erwägungen wichtig ist, dass die wallonische Regelung zum 1. Juli 2014 rückwirkend gilt;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Entwicklungsgebiete unter Beachtung von Artikel 107, § 3, c) des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union und der gemäß den Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung festgelegten Höchstbeträge für den Zeitraum 2014-2020;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

*KAPITEL I — Abänderungen des Dekrets vom 11. März 2004
über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe*

Artikel 1 - Artikel 3 des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 und 12. Dezember 2008 wird wie folgt abgeändert:

1° In § 3 wird der Wortlaut "des Anhangs I zur Verordnung (EG) Nr. 800/2008 der Kommission vom 6. August 2008 zur Erklärung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Gemeinsamen Markt in Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags (allgemeine Gruppenfreistellungsverordnung); nachstehend werden diese Bestimmungen als Anhang I zur Verordnung (EG) Nr. 800/2008 bezeichnet" durch folgenden Wortlaut ersetzt: "des Anhangs I zur Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, nachstehend als "Anhang I zur Verordnung (EU) Nr. 651/2014" bezeichnet."

2° in Paragraph 5 werden die Wörter "des Anhangs I zur Verordnung (EG) Nr. 800/2008" durch "des Anhangs I zur Verordnung (EU) Nr. 651/2014" ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 13, Absatz 3 desselben Dekrets, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Dezember 2008, werden die Wörter "des Anhangs I zur Verordnung (EG) Nr. 800/2008" durch "des Anhangs I zur Verordnung (EU) Nr. 651/2014" ersetzt.

*KAPITEL II — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004
zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe*

Art. 3 - Artikel 1, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005, 27. April 2006, 6. Dezember 2006 und 17. Januar 2008, wird wie folgt abgeändert:

4° in Ziffer 4° wird der Wortlaut "des Anhangs I zur Verordnung (EG) Nr. 800/2008 der Kommission vom 6. August 2008 zur Erklärung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Gemeinsamen Markt in Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags (allgemeine Gruppenfreistellungsverordnung), Amtsblatt der E.U. Nr. L 214/3 vom 9. August 2008" durch folgenden Wortlaut ersetzt: "des Anhangs I zur Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, nachstehend als "Anhang I zur Verordnung (EU) Nr. 651/2014" bezeichnet."

b) in Ziffer 5° werden die Wörter "des Anhangs I zur vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 800/2008 der Kommission vom 6. August 2008" durch "des Anhangs I zur Verordnung (EU) Nr. 651/2014" ersetzt;

c) die Ziffern 14°, 15°, 16° und 17° werden durch Folgendes ersetzt:

"14° die "Verwaltung": die operative Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des öffentlichen Dienstes der Wallonie;

15° der "beauftragte Beamte": einer der in Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie erwähnten Beamten, unter Berücksichtigung der im Falle von Abwesenheit oder Verhinderung anwendbaren Regeln gemäß Art. 4 und 5 des besagten Erlasses;

16° die "Entwicklungsgebiete": die Entwicklungsgebiete im Sinne von Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2015 zur Festlegung der Entwicklungsgebiete unter Beachtung von Artikel 107, § 3, c) des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union und der gemäß den Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung festgelegten Höchstbeträge für den Zeitraum 2014-2020;

17° das "NACE-BEL-Verzeichnis": das vom Nationalen Statistischen Institut erarbeitete Verzeichnis (NACE-BEL 2008) in Bezug auf die Systematik der Wirtschaftszweige in einem harmonisierten Europäischen Rahmen, so wie durch die Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 des Rates vom 9. Oktober 1990 bezüglich der statistischen Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 761/93 der Kommission vom 24. März 1993, die Verordnung (EG) Nr. 29/2002 vom 19. Dezember 2001, die Verordnung (EG) Nr. 1882/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. September 2003 und die Verordnung (EG) Nr. 1893/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 2006 auferlegt;"

d) die Ziffer 23° wird durch Folgendes ersetzt:

"23° der "Anfang der Arbeiten": entweder der Anfang der mit der Investition gebundenen Bauarbeiten, oder die erste rechtsverbindliche Verpflichtung zur Bestellung von Ausrüstungen oder jede andere Verpflichtung, durch welche die Investition nicht rückgängig gemacht werden kann, je nachdem, was als erstes eintritt;"

e) der Absatz wird durch die Ziffer 27° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"27° die "ähnliche oder vergleichbare Tätigkeit": jede Tätigkeit, die derselben Gruppe (vierstelliger Kode) des NACE-BEL-Verzeichnisses angehört."

Art. 4 - Artikel 1 bis desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 und abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 12. Dezember 2008 und 30. Januar 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut "der Verordnung (EG) Nr. 800/2008 der Kommission vom 6. August 2008 zur Erklärung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Gemeinsamen Markt in Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags (allgemeine Gruppenfreistellungsverordnung), Amtsblatt der E.U. L 214/3. vom 9. August 2008" durch folgenden Wortlaut ersetzt: "der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, nachstehend "Verordnung (EU) Nr. 651/2014" genannt;"

2° Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"Sie werden gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2015 zur Festlegung der Entwicklungsgebiete unter Beachtung von Artikel 107, § 3, c) des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union und der gemäß den Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung festgelegten Höchstbeträge für den Zeitraum 2014-2020 gewährt."

Art. 5 - Artikel 3 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 und 27. April 2006, wird wie folgt abgeändert:

a) die Ziffer 1° wird durch Folgendes ersetzt:

"1° der "Betriebssitz": die Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel 2, 6° des Gesetzes vom 16. Januar 2003 zur Schaffung einer Zentralen Datenbank der Unternehmen, zur Modernisierung des Handelsregisters, zur Schaffung von anerkannten Unternehmensschaltern und zur Einführung verschiedener Bestimmungen;"

b) die Ziffer 5° wird durch Folgendes ersetzt:

"5° die "juristische Person öffentlichen Rechts": die juristische Person, die die fünf folgenden Kriterien erfüllt:

- a) von der öffentlichen Hand geschaffen worden oder anerkannt sein;
 - b) mit der Erbringung eines öffentlichen Dienstes beauftragt sein;
 - c) weder der rechtsprechenden noch der gesetzgebenden Gewalt angehören;
 - d) in ihrer Arbeitsweise von der öffentlichen Hand kontrolliert oder bestimmt werden;
 - e) gegenüber Dritten verbindliche Beschlüsse fassen können."
- c) die Ziffer 10° wird durch Folgendes ersetzt:

"10° die "universitären Einrichtungen": die Einrichtungen nach Artikel 10 des Dekrets vom 7. November 2013 zur Bestimmung der Landschaft des Hochschulunterrichts und der akademischen Organisation der Studiengänge und die Forschungszentren nach Artikel 10 des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie."

Art. 6 - Artikel 4 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 4 - Der Betrieb und das Investitionsprogramm für Tätigkeitsbereiche, die kraft Art. 4 des Dekrets vom Vorteil der Prämie ausgeschlossen sind, werden unter Bezugnahme auf die Bereiche oder Teilbereiche, die in den folgenden Abschnitten, Klassen und Unterklassen erwähnt sind, bestimmt:

1° 01.1 bis 01.5 des NACE-BEL-Verzeichnisses, außer wenn die Investitionen Tätigkeitsbereiche in Verbindung mit der Verarbeitung und Vermarktung von landwirtschaftlichen Erzeugnissen betreffen, für die keine regionalen Agrarbeihilfen gewährt werden;

2° 05.100 bis 06.200 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

3° 07.210 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

4° 08.920 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

5° 09.100 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

6° 09.900 des NACE-BEL-Verzeichnisses für im Lohnauftrag erbrachte Dienstleistungen, die für den (Stein- und Braun-) Kohlenbergbau benötigt werden;

7° 19.200 des NACE-BEL-Verzeichnisses für die Herstellung von Torfbriketts und die Herstellung von Stein- und Braunkohlebriketts;

8° 20.130 des NACE-BEL-Verzeichnisses für die Anreicherung von Uran- und Thoriumerzen;

9° 24.46 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

10° 35 bis 36 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

11° 38.12 des NACE-BEL-Verzeichnisses für die Sammlung radioaktiver Abfälle;

12° 38.222 des NACE-BEL-Verzeichnisses für die Behandlung, die Beseitigung und die Lagerung von radioaktiven Abfällen, außer wenn es sich um die Behandlung und die Beseitigung von schwach radioaktiven Abfällen in der Übergangsphase aus Krankenhäusern handelt, d.h. solchen Abfällen, die sich im Laufe des Transports abbauen werden;

13° 41.1 und die Aktivitäten im Bereich des Grundstücks- und Wohnungswesens nach dem Kode 42 des NACE-Verzeichnisses;

14° 45.11 bis 45.40 des NACE-BEL-Verzeichnisses, mit Ausnahme der Unterklassen 45.204 und 45.206 und der Investitionen dieser Betriebe für Produktions- und Verarbeitungstätigkeiten;

15° 46.11 bis 46.19 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

16° 47 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

17° 49.10 bis 49.41 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

18° 50.10 bis 51.22 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

19° 52.21 des NACE-BEL-Verzeichnisses für die Bewirtschaftung von Parkplätzen und -häusern oder Fahrradstellplätzen;

20° 53.10 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

21° 55 bis 56.3 des NACE-BEL-Verzeichnisses, mit Ausnahme der Klassen 55.10 und 56.29 und der Unterklasse 55.202;

22° 59 des NACE-BEL-Verzeichnisses, mit Ausnahme der Klassen 59.11, 59.12 und der Unterklassen 59.202, 59.203 und 59.209;

23° 60 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

24° 63.9 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

25° 64 bis 68 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

26° 69 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

27° 71.11 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

28° 71.122 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

29° 74.202 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

30° 75 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

- 31° 77 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 32° 79 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 33° 81.100 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 34° 85 bis 88 des NACE-BEL-Verzeichnisses sowie die Tätigkeiten in Zusammenhang mit Ausbildungslehrgängen;
- 35° 90 bis 93 des NACE-BEL-Verzeichnisses, mit Ausnahme der Klassen 91.041, 91.042 und 93.212 des NACE-BEL-Verzeichnisses sowie der Unternehmen, die touristische Sehenswürdigkeiten betreiben;
- 36° 94 bis 98 des NACE-BEL-Verzeichnisses, mit Ausnahme der Unterklasse 96.011 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 37° die landwirtschaftlichen Betriebe und die Genossenschaften, die Verarbeitungs- und Vermarktungstätigkeiten durchführen, und die Anspruch auf Agrarbeihilfen haben;
- 38° die Stahlindustrie im Sinne von Artikel 2, 43 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014;
- 39° die Kunstfaserindustrie im Sinne von Artikel 2, 44 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014;
- 40° der Schiff- und Bootsbausektor.

Der Minister kann den Inhalt der ausgeschlossenen Abschnitte, Klassen oder Unterklassen, sowie die in Absatz 1 erwähnten Begriffe näher bestimmen.

Die Bezugnahme auf das NACE-BEL-Verzeichnis lässt vermuten, dass der Betrieb oder dessen Investitionsprogramm den betroffenen Tätigkeitsbereichen angehört. Der Betrieb kann jedoch feststellen, dass die ihm zugeteilte Nummer des NACE-BEL-Verzeichnisses seinem Tätigkeitsbereich oder dem geplanten Investitionsprogramm nicht entspricht, und angeben, dass er bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen die notwendigen Schritte unternommen hat, um eine oder mehrere anderen Code-Nummern des NACE-BEL-Verzeichnisses zu erhalten.“

Art. 7 - Artikel 5, Absatz 1 desselben Erlasses, abgeändert und ergänzt durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006, 27. April 2006, 6. Dezember 2006 und 12. Dezember 2008, wird wie folgt abgeändert:

a) die Ziffern 1°, 2° und 3° werden durch Folgendes ersetzt:

1° durch eine ehrenwörtliche Erklärung der für den Betrieb verantwortlichen Person bescheinigen, dass der Betrieb der in Artikel 15 des Dekrets erwähnten Bedingung genügt, wobei der Betrieb gegebenenfalls durch die von der Verwaltung aufgefordert werden kann, die notwendigen Dokumente und Belege vorzulegen, wenn die Akte im Sinne der Regelung als zulässig anerkannt wird;

2° durch eine ehrenwörtliche Erklärung der für den Betrieb verantwortlichen Person bescheinigen, dass der Betrieb mindestens fünfundzwanzig Prozent der Finanzierung des Investitionsprogramms leistet, dies ohne jegliche öffentliche Unterstützung zu erhalten; der Betrieb kann dabei gegebenenfalls durch die Verwaltung aufgefordert werden, die notwendigen Dokumente und Belege vorzulegen, wenn die Akte im Sinne der Regelung als zulässig anerkannt wird;

3° kein Unternehmen in Schwierigkeiten sein im Sinne von Artikel 2, 18 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014;“;

b) in Ziffer 4° werden die Wörter "gemeinsamen Markt" durch "Binnenmarkt" ersetzt;

c) der Absatz wird durch die Ziffern 5° und 6° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

5° einen Prämienantrag vor dem Anfang der mit dem Investitionsprogramm gebundenen Arbeiten einreichen, nach den in Artikel 11 genannten Modalitäten;

6° in den zwei Jahren vor dem Prämienantrag keine ähnliche oder vergleichbare Tätigkeit im europäischen Wirtschaftsraum eingestellt haben oder zum Zeitpunkt der Einreichung des Prämienantrags nicht die konkrete Absicht haben, eine solche Tätigkeit innerhalb von zwei Jahren nach der Vollendung des Investitionsprogramms einzustellen.“

Art. 8 - Artikel 6 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006, 27. April 2006 und 17. Januar 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° in dem einleitenden Satz von § 1 werden die Wörter "die Investitionen" durch "die als Anlagevermögen gehaltenen Investitionen" ersetzt;

2° in Paragraph 1, Absatz 1, 2°, Absatz 2 wird die Ziffer "1°" durch den Buchstaben "a)" ersetzt;

3° in Paragraph 1, Absatz 1, 2°, Absatz 2 wird die Ziffer "2°" durch den Buchstaben "b)" ersetzt;

4° in Paragraph 1, Absatz 1 wird eine Ziffer 2°/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"2°/1 mindestens 200 % des im Laufe des Geschäftsjahrs vor dem Anfang der Arbeiten eingetragenen Buchwerts der wiederverwendeten Aktiva übertreffen, wenn es sich um eine Diversifizierung der Tätigkeiten des Betriebs handelt;“;

5° in Paragraph 1, Absatz 2 werden die Wörter ", ausschließlich im Betrieb benutzt werden," zwischen "getätigt werden" und "und ggf. vertragliche Garantien aufweisen" eingefügt;

6° in Paragraph 2, Absatz 1, 2°, d) werden die Wörter "unter Abschnitt 45" durch "unter Abschnitt 43 und in den Klassen 41.20 bis 42.99" ersetzt;

7° in Paragraph 2, Absatz 1, 2°, g) werden die Wörter "in den Klassen 60.10 bis 63.40" durch "in den Klassen 49.10 bis 52.29" ersetzt;

8° Paragraph 2, Absatz 1, 2° wird durch die Buchstaben p) und q) mit folgendem Wortlaut ergänzt:

p) die Infrastrukturen in Verbindung mit Tätigkeiten des Verkehrssektors nach Artikel 2, 45 der Verordnung Nr. 651/2014;

q) den Kauf von Grundstücken vor dem Prämienantrag nach Artikel 8, Absatz 1 und 2.“

Art. 9 - Artikel 7 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006, 27. April 2006 und 20. Februar 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 5 wird die Ziffer 2° aufgehoben;

2° der Artikel wird durch einen Paragraphen 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 6. Im Falle des Kaufs eines Gebäudes, für den in der Vergangenheit eine Prämie gewährt worden ist, wird der Betrag der Prämie nach den Artikeln 8 § 2, 9 § 2 und 10 § 2 berechnet.“

Art. 10 - Artikel 11 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006, 12. Dezember 2008 und 20. Februar 2014, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 11 - Vor dem Anfang der mit dem Investitionsprogramm verbundenen Arbeiten reicht der Betrieb einen Prämienantrag bei der Verwaltung ein.

Der Prämienantrag, dessen Muster von der Verwaltung bestimmt wird, enthält mindestens folgende Auskünfte:

1° Name und Größe des Betriebs;

2° eine Beschreibung des Investitionsprogramms, einschließlich der Daten für dessen Anfang und Ende;

3° den Standort des Investitionsprogramms;

4° das Verzeichnis der Kosten des Investitionsprogramms;

5° die Art der Beihilfe und den Betrag der zur Durchführung des Investitionsprogramms notwendigen öffentlichen Finanzierung.

Innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Prämienantrags bestätigt die Verwaltung dessen Empfang und legt das Datum fest, an dem das Investitionsprogramm in Betracht gezogen wird; dieses Datum entspricht dem Tag der Einsendung des Antrags.

Innerhalb einer Frist von sechs Monaten ab dem Datum der in Abs. 3 genannten Empfangsbestätigung reicht der Betrieb eine auf einem von der Verwaltung bestimmten Musterformular basierende Akte bei der Verwaltung ein.

Der Minister oder der beauftragte Beamte kann auf einen vorherigen Antrag des Betriebs und aus gebührend gerechtfertigten Gründen die in Abs. 4 genannte Frist verlängern.

Falls der Minister der Meinung ist, dass die Verwaltung die für die Überprüfung des Antrags notwendigen Angaben bei den ursprünglichen Quellen erhalten kann, wird der Betrieb davon befreit, sie der Verwaltung zu übermitteln.“.

Art. 11 - In Artikel 12 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006, 6. Dezember 2007 und 20. Februar 2014 werden die Absätze 3 und 4 aufgehoben.

Art. 12 - In Artikel 14, Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter "Absatz 1" durch "Absatz 3" ersetzt.

Art. 13 - In Artikel 15 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2007, werden die Wörter "Art. 11, Absatz 2" durch "Art. 11, Absatz 4" ersetzt.

Art. 14 - In Artikel 15ter desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Dezember 2008, werden die Wörter "gemeinsamen Markt" durch "Binnenmarkt" ersetzt.

Art. 15 - Artikel 17 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006, 27. April 2006, 6. Dezember 2007 und 30. Januar 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° in dem einleitenden Satz von Paragraph 1, Absatz 1 werden die Wörter "Absatz 1" durch "Absatz 3" ersetzt;

2° in dem einleitenden Satz von Paragraph 2, Absatz 1 werden die Wörter "Absatz 1" durch "Absatz 3" ersetzt.

Art. 16 - Artikel 20 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006, 6. Dezember 2007 und 12. Dezember 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut "Verordnung (EG) Nr. 1998/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf de-minimis-Beihilfen" durch "Verordnung (EG) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf de-minimis-Beihilfen" ersetzt;

b) in Absatz 1, 2° werden die Wörter "Artikel 4, 1°, 8°, 10° bis 12°" durch "Artikel 4, 1° bis 4°, 9 bis 13°, 22°, 24°, 25°, 29°, 30°, 33° bis 35°" ersetzt.

Art. 17 - Artikel 27 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006, 12. Dezember 2008 und 30. Januar 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° in dem einleitenden Satz wird der Wortlaut "Verordnung (EG) Nr. 1998/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf de-minimis-Beihilfen" durch "Verordnung (EG) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf de-minimis-Beihilfen" ersetzt;

b) in Absatz 1, 2° werden die Wörter "Artikel 4, 1°, 8°, 10° bis 12° und 15°" durch "Artikel 4, 1° bis 4°, 9 bis 13°, 22°, 24° bis 30°, und 33° bis 35°" ersetzt.

Art. 18 - Artikel 34 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2007 und 12. Dezember 2008, wird wie folgt abgeändert:

b) unter Ziffer 2° werden die Wörter "Artikel 4, 1°, 8°, 10° bis 12° und 15°" durch "Artikel 4, 1° bis 4°, 9 bis 13°, 22°, 24° bis 30°, und 33° bis 35°" ersetzt;

b) der Absatz wird durch eine Ziffer 5° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"5° der einen Antrag auf eine Prämie für Beratungsdienste vor dem Anfang der Durchführung der Beratungsaufgaben eingereicht hat;"

c) Absatz 1 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die zulässigen Ausgaben sind Ausgaben für Beratungsdienstleistungen, die von außerbetrieblichen Stellen erbracht werden, und es handelt sich nicht um normale Funktionsausgaben des Betriebs."

Art. 19 - Die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 eingefügten Artikel 39bis bis 39quinquies desselben Erlasses werden aufgehoben.

Art. 20 - Artikel 19 ist nicht auf die vor dem 1. Januar 2014 gefassten Beschlüsse anwendbar.

Art. 20 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Juli 2014 wirksam, mit Ausnahme von Artikel 17, a), der am 1. Januar 2014 wirksam wird.

Art. 21 - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. Februar 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

VERTALING

WAAELSE OVERHEIDSDIENST

[2015/201246]

26 FEBRUARI 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, alsook van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van dat decreet

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, de artikelen 3, § 9, 4, derde lid, 5, § 3, tweede lid, 6, 7, 8, 9, § 1, 16, en 19;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 december 2014;

Gelet op de instemming van de minister van Begroting, gegeven op 22 januari 2015;

Gelet op het verslag van 15 december 2014 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 57.028/2 van de Raad van State, gegeven op 11 februari 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op Verordening (EG) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

Overwegende dat de Waalse Regering krachtens artikel 3, § 9, van voornoemd decreet van 11 maart 2004 van plan is gebruik te maken van de machtiging die haar verleend wordt (zie de artikelen 1 en 2 van dit besluit) om het decreet aan te passen om ervoor te zorgen dat het in overeenstemming is met de Gemeenschapsregels goedgekeurd als bepalingen van de artikelen 107 tot 109 van het verdrag;

Overwegende dat de Regering krachtens artikel 4, derde lid, van voornoemd decreet van 11 maart 2004 van plan is gebruik te maken van de machtiging die haar verleend wordt (zie artikel 6 van dit besluit) om, rekening houdend met de beginselen en de doelstellingen van de duurzame ontwikkeling, op nauwgezette wijze de uitgesloten sectoren of sectordelen bedoeld in artikel 4 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen nader te bepalen om de belangen van ondernemingen uit bepaalde deelsectoren die de regering als van wezenlijk belang beschouwt voor de gewestelijke ontwikkeling, niet te schenden;

Overwegende dat de Regering krachtens artikel 5, § 3, tweede lid, van voornoemd decreet van 11 maart 2004 van plan is gebruik te maken van de machtiging die haar verleend wordt (zie artikel 7 van dit besluit) om de uitgesloten investeringen te bepalen rekening houdend met de doelstellingen i.v.m. de gevolgen die de investeringsprogramma's op elk van de bestanddelen van de duurzame ontwikkeling hebben;

Overwegende dat de verplichting die de ondernemingen hebben om in een minimumfinanciering van de programma's te voorzien, immers in verband met de drie onderdelen van de duurzame ontwikkeling verklaard kan worden door het streven om de ondernemingen te responsabiliseren in de implementering van hun projecten en door de algemene beginselen verbonden aan het samenvoegen van overheids subsidies;

Overwegende dat de verplichting die de ondernemingen hebben om in een gezonde financiële toestand te verkeren immers in verband met de drie onderdelen van de duurzame ontwikkeling verklaard kan worden doordat de Regering de doelstellingen nastreeft verbonden aan het hoger beginsel van het doelmatig gebruik van overheids geld;

Overwegende dat de Regering bepaalde investeringen die niet beantwoorden aan de doelstellingen van het evenwichtig in overweging nemen van de onderdelen van de duurzame ontwikkeling uit kan sluiten uit de ter zake geldende Europese regels, namelijk de verbondenheid aan grondgebieden die als ontwikkelingsgebieden en gebieden voor het behoud ervan beschouwd worden met het oog op de consolidering en het scheppen van werkgelegenheid;

Overwegende dat het fundamenteel is, na 30 juni 2014, te zorgen voor de continuïteit in de toekenning van investeringssteun en een wettelijke basis te verlenen aan de steunaanvragen ingediend vanaf 1 juli 2014 om zo de rechtszekerheid te waarborgen;

Dat bij ontstentenis van zulke wettelijke basis, alle aanvragen ingediend vanaf 1 juli 2014 tot de inwerkingtreding van de besluiten van de Waalse Regering tot omzetting van de voornoemde Europese verordening opnieuw zouden moeten worden ingediend;

Dat het aanmoedigende effect, bekrachtigd bij artikel 6 van voornoemde Verordening nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014, in aanmerking moet worden genomen op de datum van indiening van de steunaanvraag;

Dat als deze aanvragen geen wettelijke basis zouden hebben, het aanmoedigende effect dan in voorkomend geval niet meer zou kunnen worden verantwoord door de aanvraag indienende ondernemingen zodra ze een aanvraag zouden moeten indienen na de latere aanneming van het besluit waarbij er een wettelijke basis aan verleend wordt;

Dat een steunaanvraag in geen geval een verworven recht op steun inhoudt;

Dat de nieuwe kaart van de regionale steun 2014-2020 in het verlengde ligt van de kaart 2007-2013, waarbij de selectie van de in aanmerking komende gemeenten vertrekkende van de heden gedekte gebieden werd verricht en dat het steunbeleid met een gewestelijk doel één van de krachtlijnen is van het Marshall Plan 2022, zodat de samenhang tussen die verschillende beleidskeuzes in overweging werd genomen;

Dat een opschorting van de steunregeling met een gewestelijk doel nadelig zou zijn voor de verwezenlijking van de doelstellingen van dat beleid en dat alle maatregelen ter voorkoming van die opschorting bijgevolg uitgevoerd moeten worden;

Dat het gelet op het voorgaande van belang is dat de Waalse reglementering met terugwerkend effect van toepassing is op 1 juli 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2015 tot vaststelling van de ontwikkelingszones met inachtneming van artikel 107, § 3, punt c, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en de maximumbedragen vastgesteld bij de richtlijnen betreffende de regionale steunmaatregelen voor de periode 2014-2020;

Op de voordracht van de Minister van Economie;
Na beraadslaging,
Besluit:

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het decreet van 11 maart 2004
betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen*

Artikel 1. In artikel 3 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij de besluiten van 15 april 2005 en 12 december 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 3, worden de woorden "bijlage I bij de Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 waarin bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard (de algemene groepsvrijstellingsverordening), hierna bijlage I bij de Verordening (EG) nr. 800/2008 genoemd", vervangen door de woorden "bijlage I bij de Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard, hierna "bijlage I bij de Verordening (EU) nr. 651/2014 genoemd";

2° in paragraaf 5 worden de woorden "bijlage I bij de Verordening (EG) nr. 800/2008" vervangen door de woorden "bijlage I bij de Verordening (EU) nr. 651/2014".

Art. 2. In artikel 13, derde lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 april 2008, worden de woorden "bijlage I bij de Verordening (EG) nr. 800/2008" vervangen door de woorden "bijlage I bij de Verordening (EU) nr. 651/2014".

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen*

Art. 3. In artikel 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 april 2005, 27 april 2006, 6 december 2006 en 17 januari 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in punt 4° worden de woorden "bijlage I bij de Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 waarin bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard (de algemene groepsvrijstellingsverordening); Publicatieblad van de EU, L 214/3 van 9 augustus 2008", vervangen door de woorden "bijlage I bij de Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard, hierna "bijlage I bij de Verordening (EU) nr. 651/2014 genoemd";

b) in punt 5° worden de woorden "bijlage I bij de Verordening (EG) nr. 800/2008 van 6 augustus 2008" vervangen door de woorden "bijlage I bij de Verordening (EU) nr. 651/2014";

c) de punten 14°, 15°, 16° en 17° worden vervangen als volgt:

"14° de "Administratie": het Operationele directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

15° de "gemachtigd ambtenaar": één van de ambtenaren bedoeld in artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst waarbij met de afwezigheids- of verhinderingsregels bedoeld in de artikelen 4 en 5 van dat besluit rekening wordt gehouden;

16° de "ontwikkelingsgebieden": de ontwikkelingsgebieden bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2015 tot vaststelling van de ontwikkelingszones met inachtneming van artikel 107, § 3, punt c, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en de maximumbedragen vastgesteld bij de richtlijnen betreffende de regionale steunmaatregelen voor de periode 2014-2020;

17° de "NACE-BEL-code": de activiteitennomenclatuur uitgewerkt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek (NACE-BEL 2008) in ééngemaakt Europees verband, opgelegd bij Verordening (EEG) nr. 3037/90 van 9 oktober 1990 van de Raad betreffende de statistieke nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap, gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 761/93 van de Commissie van 24 maart 1993, bij Verordening (EG) nr. 29/2002 van 19 december 2001, bij Verordening (EG) nr. 1882/2003 van het Europese Parlement en van de Raad van 29 september 2003 en bij Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europese Parlement en van de Raad van 20 december 2006;";

d) punt 23° wordt vervangen als volgt:

"23° het "begin van de werken": hetzij het begin van de werken i.v.m. de investering, hetzij de eerste juridisch bindende verbintenis voor de bestelling van uitrusting of elke andere verbintenis waardoor de investering onomkeerbaar wordt, al naargelang van de gebeurtenis die eerst plaatsvindt";

e) het lid wordt aangevuld met een punt 27°, luidend als volgt:

"27° de "zelfde of soortgelijke activiteit": elke activiteit die onder dezelfde categorie (Code van vier cijfers) van de NACE-BEL-code ressorteert."

Art. 4. Artikel 1bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 12 december 2008 en 30 januari 2014, wordt gewijzigd als volgt:

1° in het eerste lid worden de woorden "met Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 waarin bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard (de algemene groepsvrijstellingsverordening); Publicatieblad van de EU, L 214/3 van 9 augustus 2008", vervangen door de woorden "met Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard, hierna "Verordening (EU) nr. 651/2014 genoemd";

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

"De steun wordt toegekend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2015 tot vaststelling van de ontwikkelingszones met inachtneming van artikel 107, § 3, punt c), van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en de maximumbedragen vastgesteld bij de richtlijnen betreffende de regionale steunmaatregelen voor de periode 2014-2020."

Art. 5. Artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 april 2006 en 27 april 2006 wordt gewijzigd als volgt:

a) punt 1° wordt vervangen als volgt:

"1° de "bedrijfszetel": de inrichtingseenheid zoals bedoeld in artikel 2, 6°, van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen;"

b) punt 5° wordt vervangen als volgt:

"5° de "publiekrechtelijke rechtspersoon": De rechtspersoon die aan de volgende vijf criteria voldoet:

a) door de openbare overheden opgericht of erkend zijn;

b) een openbare dienst als opdracht hebben;

c) geen deel uitmaken van de rechterlijke of wetgevende macht;

d) in zijn werking door de openbare overheden gecontroleerd of bepaald worden;

e) t.o.v. derden bindende besluiten kunnen nemen.";

a) punt 10° wordt vervangen als volgt:

"10° de "universitaire instellingen": de instellingen bedoeld in artikel 10 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies en de onderzoekscentra bedoeld in artikel 10 van het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië."

Art. 6. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art 4. De onderneming en het investeringsprogramma met betrekking tot de activiteitengebieden die uitgesloten zijn van het voordeel van de premie krachtens artikel 4 van het decreet zijn nader bepaald ten opzichte van de sectoren of sectordelen opgenomen in volgende afdelingen, klassen en onderklassen:

1° 01.1 tot en met 01.5 van de NACE-BEL-code, behalve als de investeringen betrekking hebben op activiteitengebieden betreffende de verwerking en commercialisering van landbouwproducten en die geen toegang hebben tot de regionale landbouwsteun;

2° 05.100 tot en met 06.200 van de NACE-BEL-code;

3° 07.210 van de NACE-BEL-code;

4° 08.920 van de NACE-BEL-code;

5° 09.100 van de NACE-BEL-code;

6° 09.900 van de NACE-BEL-code voor de steundiensten uitgevoerd voor rekening van derden i.v.m. de winning van steen- en bruinkool;

7° 19.200 van de NACE-BEL-code voor de vervaardiging van turfbricketten en de vervaardiging van steen- en bruinkoolbricketten;

8° 20.130 van de NACE-BEL-code voor de verrijking van uranium- en thoriumerts;

9° 24.46 van de NACE-BEL-code;

10° 35 tot en met 36 van de NACE-BEL-code;

11° 38.12 van de NACE-BEL-code voor de inzameling van kernafval;

12° 38.222 van de NACE-BEL-code voor de verwerking, de verwijdering en de opslag van radioactief kernafval behalve als het gaat om de verwerking en de verwijdering van tijdelijk radioactief afval van de ziekenhuizen dat tijdens het vervoer zal afnemen;

13° 41.1 en de vastgoedactiviteiten vermeld in Code 42 van de NACE-BEL-code;

14° 45.11 tot en met 45.40, met uitzondering van de onderklassen 45.204 en 45.206 van de NACE-BEL-code en met uitzondering van de investeringen die deze ondernemingen gebruiken voor productie- en verwerkingsactiviteiten;

15° 46.11 tot en met 46.19 van de NACE-BEL-code;

16° 47 van de NACE-BEL-code;

17° 49.10 tot en met 49.41 van de NACE-BEL-code;

18° 50.10 tot en met 51.22 van de NACE-BEL-code;

19° 52.21 van de NACE-BEL-code voor de uitbating van parkeerplaatsen, wagenparken of fietsenparken;

20° 53.10 van de NACE-BEL-code;

21° 55 tot en met 56.3, met uitzondering van de klassen 55.10 en 56.29 en de onderklasse 55.202 van de NACE-BEL-code;

22° 59, met uitzondering van de klassen 59.11, 59.12 en de onderklassen 59.202, 59.203 en 59.209 van de NACE-BEL-code;

23° 60 van de NACE-BEL-code;

24° 63.9 van de NACE-BEL-code;

25° 64 tot en met 68 van de NACE-BEL-code;

26° 69 van de NACE-BEL-code;

27° 71.11 van de NACE-BEL-code;

28° 71.122 van de NACE-BEL-code;

29° 74.202 van de NACE-BEL-code;

30° 75 van de NACE-BEL-code;

31° 77 van de NACE-BEL-code;

32° 79 van de NACE-BEL-code;

33° 81.100 van de NACE-BEL-code;

34° 85 tot en met 88 van de NACE-BEL-code, evenals de activiteiten bestaande uit het verstrekken van opleidingscursussen;

35° 90 tot en met 93, met uitzondering van de onderklassen 91.041, 91.042 en 93.212 van de NACE-BEL-code, evenals de uitbatingen van toeristische bezienswaardigheden;

36° 94 tot en met 98, met uitzondering van onderklasse 96.011 van de NACE-BEL-code;

37° de landbouwbedrijven en de coöperatieve verwerkings- en commercialiseringsvennootschappen die toegang hebben tot landbouwsteun.

38° de staalsector zoals omschreven in artikel 2, punt 43 van Verordening (EU) 651/2014;

39° de sector van de kunstvezels zoals omschreven in artikel 2, punt 44 van Verordening (EU) 651/2014;

40° de sector van de scheepsbouw.

De Minister kan de inhoud van de uitgesloten afdelingen, klassen en onderklassen nader bepalen, alsook de begrippen bedoeld in het eerste lid.

De verwijzing naar de NACE-BEL-code maakt het vermoeden uit dat de onderneming of diens investeringsprogramma onder dat activiteitengebied ressorteert. De onderneming kan vaststellen dat de NACE-BEL-code die haar wordt toegeschreven niet aan haar activiteitengebied of aan het door haar in het vooruitzicht gestelde investeringsprogramma beantwoordt en dat ze bij de Kruispuntbank Ondernemingen stappen heeft ondernomen om één of verschillende andere codes te krijgen.”.

Art. 7. Artikel 5, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd en aangevuld bij de besluiten van de Waalse Regering van 9 februari 2006, 27 april 2006, 6 december 2006 en 12 december 2008 wordt gewijzigd als volgt:

c) de punten 1°, 2° en 3° worden vervangen als volgt:

1° met een verklaring op erewoord van de verantwoordelijke van de onderneming bewijzen dat de onderneming de voorwaarde bedoeld in artikel 15 van het decreet naleeft waarbij de onderneming, in voorkomend geval, door de Administratie verzocht kan worden om de noodzakelijke stukken en bewijzen voor te leggen indien het dossier volgens de regelgeving als in aanmerking komend wordt erkend;

2° met een verklaring op erewoord van de verantwoordelijke van de onderneming bewijzen dat de onderneming een minimum van 25 % van de financiering van het investeringsprogramma op zich neemt zonder het voorwerp uit te maken van een overheidstegemoetkoming waarbij de onderneming, in voorkomend geval, door de Administratie verzocht kan worden om de noodzakelijke stukken en bewijzen voor te leggen indien het dossier volgens de regelgeving als in aanmerking komend wordt erkend;

3° geen onderneming in moeilijkheden zijn in de zin van artikel 2, punt 18, van Verordening (EU) 651/2014;”;

b) in punt 4° worden de woorden “gemeenschappelijke markt” vervangen door de woorden “interne markt;”;

c) het lid wordt aangevuld met de punten 5° en 6°, luidend als volgt:

5° volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 11, een premieaanvraag indienen vóór het begin van de werken i.v.m. het investeringsprogramma;

6° een zelfde of soortgelijke activiteit in de Europese Economische Ruimte niet hebben stopgezet binnen de twee jaar die voorafgaan aan de premieaanvraag of, op het ogenblik van de indiening van de premieaanvraag, niet de stopzetting van een dergelijke activiteit in overweging nemen binnen de twee jaar die volgen op de voltooiing van het investeringsprogramma.”.

Art. 8. Artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 9 februari 2006, 27 april 2006 en 17 januari 2008 wordt gewijzigd als volgt:

1° de inleidende zin van paragraaf 1 wordt het woord “in vaste activa” ingevoegd tussen het woord “investeringen” en de woorden “worden toegelaten”

2° in paragraaf 1, eerste lid, 2°, tweede lid, wordt het cijfer “1” vervangen door de letter “a”;

3° in paragraaf 2, eerste lid, 2°, tweede lid, wordt het cijfer “2” vervangen door de letter “b”;

4° in paragraaf 1, eerste lid, wordt een punt 2°/1 ingevoegd, luidend als volgt :

2°/1 die de boekwaarde van de hergebruikte activa met minstens 200 % overschrijden zoals geboekt tijdens het boekjaar dat voorafgaat aan het begin van de werken, als het gaat om een diversifiëring van de activiteiten van de onderneming;”;

5° in paragraaf 1, tweede lid, luidt de zin als volgt : “De investeringen bedoeld in het eerste lid, 1°, c), dienen tegen de marktvoorwaarden bij een derde bij de onderneming verworven te worden, uitsluitend in de onderneming uitgebaat te worden, en in voorkomend geval het voorwerp uit te maken van contractuele waarborgen met een duur die overeenkomt met de afschrijvingsperiode van betrokken investering”.

6° in paragraaf, eerste lid, 2°, d), worden de woorden “onder afdeling 45” vervangen door de woorden “onder afdeling 43 en onder de klassen 41.20 tot en met 42.99”;

7° in paragraaf 2, eerste lid, 2°, g), worden de woorden “in de klassen 60.10 tot en met 63.40” vervangen door de woorden “in de klassen 49.10 tot en met 52.29”;

8° paragraaf 2, eerste lid, 2°, wordt aangevuld met de punten p) en q), luidend als volgt:

p) de infrastructuren i.v.m. de activiteiten van de vervoersector omschreven in artikel 2, punt 45, van Verordening nr. 651/2014;

q) de aankoop van grond vóór de premieaanvraag bedoeld in artikel 8, eerste lid, en 2°.

Art. 9. Artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 9 februari 2006, 27 april 2006 en 20 februari 2014 wordt gewijzigd als volgt:

1° in paragraaf 5 wordt punt 2° opgeheven;

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 6, luidend als volgt:

“§ 6. Bij de aankoop van een gebouw dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een vorige premie, wordt het bedrag van de premie berekend overeenkomstig de artikelen 8, § 2, 9, § 2 en 10, § 2.”.

Art. 10. Artikel 11 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 9 februari 2006, 12 december 2008 en 20 februari 2014, wordt vervangen als volgt:

“Art 11. De onderneming dient een premieaanvraag in bij de Administratie vóór het begin van de werken i.v.m. het investeringsprogramma.

De aanvraagpremie waarvan het model door de Administratie wordt bepaald, bevat minstens de volgende gegevens:

- 1° de naam en de omvang van de onderneming;
- 2° een omschrijving van het investeringsprogramma, met inbegrip van zijn begin- en einddatum;
- 3° de ligging van het investeringsprogramma;
- 4° de lijst van de kosten van het investeringsprogramma;
- 5° de soort steun en het bedrag van de openbare financiering die noodzakelijk is om het investeringsprogramma uit te voeren.

De Administratie bericht ontvangst van de premieaanvraag binnen de vijftien dagen na de ontvangst van de aanvraag en stelt de datum vast voor het in overweging nemen van het investeringsprogramma dat overeenstemt met de datum van verzending van de aanvraag.

Binnen een termijn van zes maanden te rekenen van de datum van het bericht van ontvangst bedoeld in het derde lid dient de onderneming bij de Administratie een dossier in op basis van een modelformulier dat door de Administratie bepaald wordt.

De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan de termijn bedoeld in het vierde lid verlengen op voorafgaandelijk verzoek van de onderneming en om behoorlijk gerechtvaardigde redenen.

Als de Minister acht dat de administratie de nodige gegevens voor de behandeling van de aanvraag rechtstreeks kan inwinnen bij authentieke bronnen, wordt de onderneming ervan vrijgesteld ze aan de administratie over te maken.”.

Art. 11. In artikel 12 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 9 februari 2006, 6 december 2007 en 20 februari 2014, worden lid 3 en 4 opgeheven.

Art. 12. In artikel 14, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “in het eerste lid” vervangen door de woorden “in het derde lid”.

Art. 13. In artikel 15 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 6 december 2007, worden de woorden “in artikel 11, tweede lid,” vervangen door de woorden “in artikel 11, vierde lid”.

Art. 14. In artikel 15^{ter} van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 december 2008, worden de woorden “gemeenschappelijke markt” vervangen door de woorden “interne markt”.

Art. 15. Artikel 17 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 9 februari 2006, 27 april 2006, 6 december 2007 en 30 januari 2014, wordt gewijzigd als volgt:

1° in de inleidende zin van paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “eerste lid” vervangen door de woorden “derde lid”;

2° in de inleidende zin van paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden “eerste lid” vervangen door de woorden “derde lid”;

Art. 16. Artikel 20 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 9 februari 2006, 6 december 2007 en 12 december 2008 wordt gewijzigd als volgt:

a) in lid 1 worden de woorden “Verordening (EG) nr. 1998/2006 van de Commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-verdrag over de de minimis-steun” vervangen door de woorden “Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun;”;

b) in het eerste lid, 2° worden de woorden “in artikel 4, 1°, 8°, 10° tot en met 12°” vervangen door de woorden “in artikel 4, 1° tot en met 4°, 9 tot en met 13°, 22°, 24°, 25°, 29°, 30°, 33° tot en met 35°”;

Art. 17. Artikel 27 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 9 februari 2006, 12 december 2008 en 30 januari 2014, wordt gewijzigd als volgt:

a) in de inleidende zin worden de woorden “Verordening (EG) nr. 1998/2006 van de Commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-verdrag over de de minimis-steun” vervangen door de woorden “Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun;”;

b) in het eerste lid, 2° worden de woorden “in artikel 4, 1°, 8°, 10° tot en met 12° en 15°” vervangen door de woorden “in artikel 4, 1° tot en met 4°, 9° tot en met 13°, 22°, 24° tot en met 30° en 33° tot en met 35°”.

Art. 18. Artikel 34 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 december 2007 en 12 december 2008 wordt gewijzigd als volgt:

b) in punt 2° worden de woorden “in artikel 4, 1°, 8°, 10° tot en met 12° en 15°” vervangen door de woorden “in artikel 4, 1° tot en met 4°, 9° tot en met 13°, 22°, 24° tot en met 30° en 33° tot en met 35°”;

b) het lid wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt:

“5° die een aanvraag tot premie voor adviesverlening heeft ingediend vóór het begin van de adviesverleningsopdrachten;”;

c) het eerste lid wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“De toelaatbare uitgaven zijn kosten voor externe adviesverlening en deze uitgaven zijn geen normale werkingsuitgaven van de onderneming.”.

Art. 19. De artikelen 39^{bis} tot 39^{quinqüies} van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011, worden opgeheven.

Art. 20. Artikel 19 is niet van toepassing op de beslissingen genomen vóór 1 januari 2014.

Art. 20. Dit besluit heeft uitwerking op 1 juli 2014, met uitzondering van artikel 17, a), dat uitwerking heeft op 1 januari 2014.

Art. 21. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 februari 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J.-C. MARCOURT